

L'IMPERIALISME

— AT —

CANADA

ASSEMBLÉE DE SAINT JÉRÔME
DISCOURS ET RÉOLUTIONS

PREZ - - - 5 Cents



Assemblée de St-Jérôme

Discours, Résolutions.

Une assemblée politique a été tenue à Saint-Jérôme, le 21 de décembre dernier, (99).

Elle était aussi nombreuse qu'on pouvait s'y attendre et "représentative" au dernier point, en ce sens que des citoyens les plus marquants de chaque paroisse y étaient accourus.

M. Sévère Laviolette, marchand, président du comité central de l'organisation conservatrice du comité, présida la réunion, M. A. Tison agissant comme secrétaire.

M. Chauvin porta d'abord la parole. Il prononça un discours tout à fait intéressant que nous trouvons résumé dans "La Presse" dans les termes suivants :

M. Chauvin, après avoir fait allusion au désir général qui avait inspiré l'idée de cette assemblée, aux souvenirs conservateurs qui s'attachaient au nom de Saint-Jérôme, et au compliment sensible qu'était pour lui cette invitation, il immédiatement entrepris une étude des faits qui s'étaient passés depuis son entrée au parlement, au sein de la tourmente de 1896. Il a passé en revue les violations scandaleuses de promesses solennelles commises par les libéraux, assistant spécialement sur cette immense tromperie commise par les chefs libéraux lorsqu'ils allaient mendier le vote des électeurs français de la province de Québec, en leur disant de mettre l'un des leurs à la tête des affaires du pays.

"Quel avantage avons-nous en ? dit M. Chauvin ; de quoi s'est accrue l'influence française, depuis que nous avons comme premier ministre un Canadien-français du nom de Laurier ? Est-ce au sénat ?

Nous avions, dans le groupe français, le sénateur Arsenault ; il a été remplacé par un Anglais, M. Yeo. Est-ce dans le cabinet ?

M. C. A. Geoffrion, un loyal et beau type de Canadien, a été remplacé par un Anglais, M. J. Sutherland.

Est-ce pour le rapatriement et la colonisation ?

On n'a pas dépensé un sou de plus pour le rapatriement des Canadiens-français des Etats-Unis, mais on a fait venir des Doukhobors et des Galiciens qui ne se battent pas, tandis qu'on envoie des Canadiens se faire tuer au Transvaal.

Est-ce pour la langue française ?

Il n'y a guère que les députés de l'opposition qui parlent français, à Ottawa.

Est-ce pour l'augmentation du subside fédéral, pour Québec ?

Sir W. Laurier a déclaré n'avoir jamais pris connaissance des résolutions de la conférence interprovinciale de Québec, favorisant l'augmentation.

Est-ce pour notre part des travaux publics ?

Sir R. Cartwright a déclaré qu'elle ne se montait pas au tiers de celle d'Ontario.

Est-ce pour notre système judiciaire ?

On nous a refusé les juges nécessaires, à Montréal, et on a mesuré avec force insultes la portion congrue pour les déplacements de juges ruraux.

Est-ce pour notre juste part de patronage ?

Nous ne l'avons pas, et le patronage du Yukon est allé entièrement aux mains des Anglais.

Voilà quels avantages l'influence française a retirés de l'élévation tant vantée d'un Canadien-français à la tête des affaires, à Ottawa.

Parlons maintenant des choses de guerre. Quelle est l'origine de la question ?

En 1897, M. Laurier se rend en Angleterre aux fêtes du Jubilé avec un contingent: c'était le premier. Il déclare que notre ambition est de prendre notre part des hasards heureux ou malheureux de la situation impériale. Il se dit "British to the core."

On le décore.

Cette année, aux jours expirants de

la session, il fait passer une résolution relative au Transvaal, qui, virtuellement, nous engageait à soutenir les Oulanders dans leurs demandes.

Puis, la session terminée, les choses se gâtent, la guerre menacée, et le 4 octobre, Sir W. Laurier, pressé de décider la participation du Canada, déclare que le Canada ne peut pas envoyer de troupes au dehors sans le consentement du parlement.

Le 8 octobre, son cabinet décide d'envoyer mille hommes au Transvaal.

M. Tarte signe cet envoi, mais en proclamant que ce ne sera pas un précédent et qu'on ne l'y prendra plus, que le parlement aurait dû être convoqué et qu'il le sera la prochaine fois avant qu'un homme sorte du Canada.

Bâgnes que tout cela ; on a décidé d'envoyer un autre contingent, le parlement n'a pas été consulté, la constitution est violée, si le dire de Sir W. Laurier a une valeur quelconque.

Créit-on que ces tergiversations et ces capitulations avantagent l'influence française ?

Ne voit-on pas au contraire les clameurs s'élever de tous côtés ? On prétend que ces cris de haine viennent des conservateurs, c'est faux. Ils viennent des mêmes individus qui, sous la conduite de Wallace et McCarthy, faisaient la campagne avec les libéraux en 1896, pour écraser les conservateurs coupables de vouloir rendre leurs droits aux catholiques de Manitoba.

Quant à la capitulation, qui l'a dictée : c'est le gouverneur-général ; c'est le général Hutton, qui ont dit à Sir W. Laurier, en pleine face, que le contingent partait non par son ordre, mais pour céder au désir exprimé par le peuple.

Où donc est le temps où le parti conservateur, obligé de se démettre, entendait Chapleau, de sa voix de tonnerre, parler contre les suppôts de Downing Street, les mignons de Rideau Hall et les pécuteurs de Spencer Wood, en disant :

"Taisez laire la voix de Spencer Wood et celle de Rideau Hall, pour laisser parler la grande voix du peuple."

Ce n'est pas l'envoi de volontaires que je blâme, dit M. Chauvin ; les Canadiens savent se battre, ils l'ont montré dans la guerre de sécession ; ils l'ont montré en allant défendre la Paqueté, en arrêtant les Pénitens en 1896, en comprimant l'insurrection de Riel.

Ce que je blâme, c'est l'indécision du gouvernement qui fait honte ; ce sont les paroles impérialistes de Sir W. Laurier, les tendances impérialistes de

son entourage ; le refus de convocation du Parlement ; l'audace de M. Tarte, voyant les ordures lancées contre les Canadiens-français pour s'en faire un bouclier.

Je suis votre député ; comme tel je vous demande un avis, et je suis sûr que vous m'approuverez quand je vous dirai que je suis décidé à lutter en parlement contre l'impérialisme, contre la fédération impériale, militaire ou politique avec l'Angleterre, tout comme je m'opposerai à l'annexion.

Au cri impérialiste anglais ou américain, je répondrai : "Avant tout, soyons Canadiens."

Puis vint Sir Adolphe, dont nous donnons aussi le précis du discours. Sir Adolphe faisait sa première apparition devant un auditoire français, depuis son long séjour en Europe.

Il fut écouté avec beaucoup d'intérêt, et s'il ne porta pas la conviction dans les esprits, par la justification qu'il entreprit de la guerre contre les Boers, il ne fut que plus persuasif quand il soutint, comme les deux autres orateurs, MM. Chauvin et Nantel, que le Parlement canadien devait être convoqué lors de l'envoi des contingents militaires du Canada :

Après quelques paroles délicates à l'adresse de Sir A. Chapleau, dont le souvenir est toujours vivace à Saint-Jérôme, sir A. P. Caron s'est immédiatement appliqué à faire ressortir la haute signification de la victoire de l'honorable M. Macdonald, le fils du vieux chef, au Manitoba. Il a appuyé sur la portée donnée par M. Sifton lui-même à cette lutte, quand il a dit que la partie était entre le gouvernement d'Ottawa et Sir Charles Tupper. Le revirement d'opinion qui se produisit, dit-il, n'est pas étonnant. Les libéraux ont violé toutes leurs promesses et il n'est pas surprenant que le pays leur retire sa confiance. Est-ce ainsi qu'agissent les chefs conservateurs ? N'a-t-on pas vu Sir John Macdonald dans l'opposition prêcher la protection comme remède aux calamités dont souffrait le pays et arrivé au pouvoir, ne s'est-il pas empressé d'adopter ce principe économique ? Est-ce que cela n'a pas été le salut du Canada ?

Sir A. P. Caron a développé ensuite avec force détails et une logique irréfutable l'abandon absolu par les libéraux de leur programme de 1893. Il le passe en revue, point par point, article par article et montre clairement qu'il n'y a pas une promesse qui ait été tenue, pas un engagement qui n'ait été violé. L'espace nous manque pour donner ici cette magnifique dissertation de

programme électoral, mais nous y reviendrons pour l'information de la jeunesse qui s'occupe de toutes les questions politiques.

Sir Adolphe attaque ensuite ce fameux tarif de préférence, qui fait l'orgueil des libéraux ; il démontre comment sir W. Laurier a sacrifié les intérêts des cultivateurs canadiens en refusant par bravade les avantages que l'Angleterre était disposée à accorder au Canada pour ses produits agricoles en échange de la préférence. Sir W. Laurier a déclaré qu'il ne voulait rien accepter, que le Canada faisait un don gratuit, et les cultivateurs canadiens n'ont rien eu.

"Maintenant, dit sir A. P. Caron, j'arrive à la question de l'impérialisme, qui agite tous les esprits. Mon impérialisme à moi consiste en ceci, c'est que nous ne pouvons pas nous séparer de l'Angleterre qui nous accorde sa protection et sous l'égide de laquelle nous jouissons d'une liberté aussi complète que possible, puisqu'elle nous a laissé notre langue, notre religion, notre droit. La fidélité à l'Angleterre nous a été enseignée par notre clergé, lorsque des offres séduisantes nous étaient faites pour nous en détacher, dès 1812. Actuellement, le Canada est la quatrième puissance maritime du monde ; son pavillon flotte sur toutes les mers, et c'est grâce à l'Angleterre que son commerce s'exerce librement. En tout lieu, nous avons les services des consuls et des agents diplomatiques anglais pour nous protéger. Si nous n'avions pas l'Angleterre, il nous faudrait payer ces services-là. L'économie opérée nous a permis de créer des travaux publics considérables, des canaux, des chemins de fer, qui ont aidé à notre prospérité. Nous devons bien quelque chose en échange. Je ne suis pas en faveur de la représentation du Canada à Westminster, où les Canadiens seraient noyés et n'auraient aucune influence.

"Jugeant que nous devons faire quelque chose pour l'Angleterre, je suis en faveur de l'envoi d'un premier et même d'un deuxième contingent, mais à une condition, c'est qu'on ne force personne et qu'il n'y ait que des volontaires. Dans la guerre de Sécession, 48,000 Canadiens sont allés se battre pour les Américains qui ne les intéressaient en aucune façon ; pourquoi empêcher ceux qui le désirent de se battre pour l'Angleterre qui, en somme, nous rend tant de services et agit très correctement avec nous.

"Mais je prétends aussi que, pour faire cet envoi, le parlement aurait dû être convoqué et consulté. Le peuple a le droit d'être tenu au courant par

ses représentants de ce qui se fait en une aussi grave occurrence.

"Le Canada se trouvait dans une position difficile pour refuser les troupes, après que sir W. Laurier se fut compromis à Londres, au Jubilé, et eût catégoriquement offert des troupes en cas de besoin.

"L'honneur donc et notre intérêt bien entendu doivent nous porter à aller l'Angleterre dans certaines circonstances, et quand le besoin est réel. Supposons qu'elle nous abandonne, que deviendrions-nous ? L'Amérique nous guette et ne ferait de nous qu'une bouche de plus où seraient les libertés dont nous jouissons ; notre langue et nos lois ? La maladresse du gouvernement seule a créé dans le peuple le malaise qui existe et que n'aurait pas dû causer le départ de quelques volontaires. Si le parlement eût été appelé à ment, sa négligence, ses tergiversations donner son assentiment, chose qu'il n'eût pas manqué de faire, il n'y aurait eu ni discussion ni acrimonie. La responsabilité de la situation actuelle, tendue comme elle paraît l'être, retombe entièrement sur le gouvernement qui a voulu mépriser le pouvoir des représentants du peuple, qu'il en subisse le châtiment."

Toute cette partie du discours de sir A. Caron a vivement intéressé l'auditoire qui, à différentes reprises, a donné de vives marques d'approbation.

L'honorable M. Nantel a pris ensuite la parole. Il a été chaleureusement accueilli par ses électeurs.

Comme l'heure du départ du train approchait, M. Nantel se vit forcé d'abréger ses remarques, mais il promit qu'il les ferait publier "in extenso" dans la presse.

Nous les donnons donc telles qu'elles devaient être prononcées. Elles forment non seulement une étude assez complète, des deux grandes questions du jour : l'imbroglio de Manitoba et l'impérialisme au Canada, mais encore une revue générale de la politique du pays au moment actuel.

M. LE PRÉSIDENT, MESSIEURS LES ÉLECTEURS.

"Pourquoi, m'ont demandé certaines personnes, tenez-vous cette assemblée dans des circonstances aussi délicates, étant connue la position que vous avez prise et à un moment où l'esprit anglais est si mal disposé à entendre discuter les choses de la guerre au Transvaal et les choses de l'impérialisme au Canada. Ne craignez-vous pas de prêter le flanc à des critiques regrettables et de faire plus de mal que de bien à une cause pourtant

chère à tous les Canadiens d'origine française ?

J'ai répondu : "Nous n'allons pas, non, députés, anciens ministres de la Couronne, faire acte de déloyauté, nous n'allons pas même nous livrer à des récriminations injustes ou intempestives, loin de là. Nous allons affirmer un principe sacré, celui de la liberté : liberté de discussion dont nous jouissons aussi pleinement qu'en Angleterre, liberté de gouvernement par nous-mêmes que nous possédons depuis plus de cinquante ans.

Le Canada, quoique colonie, est un pays de gouvernement autonome et, à cause de cela, nous venons devant le peuple lui demander s'il entend conserver cette autonomie. Qui peut trouver à redire à cette attitude ?

Puisque le Parlement canadien n'est pas convoqué pour discuter la grave question de l'Impérialisme, c'est-à-dire de la participation du Canada aux guerres de l'Empire, étrangères à notre pays, c'est le droit, c'est le devoir des électeurs d'exprimer hautement leur opinion et de dire courageusement que s'ils sont des sujets loyaux de Sa Majesté, ils n'entendent pas pour cela renoncer à des privilèges chèrement acquis par leurs ancêtres et qu'ils veulent être consultés par leurs représentants au Parlement canadien tant sur la guerre que sur toute autre question d'intérêt public.

Plus que cela, c'est un devoir, un devoir sacré pour les hommes politiques, de tenir les autorités au courant de ce qui se passe dans les masses, quand il y va du sort de cette colonie et de l'intégrité de l'Empire lui-même.

Les autorités ne peuvent nous pousser d'elles-mêmes dans les hasards et les périls de la guerre sans consulter le peuple, sans aviser avec le Parlement. Si elles s'obstinent dans cette voie sous la pression d'hommes politiques d'Angleterre ou sous la poussée de la masse soulevée, ici, par une presse jaune, infecte et honnie du peuple, elles exposent l'existence même du lien colonial.

L'histoire se répète et nous ne pouvons être de mauvais citoyens ou des hommes politiques suspects si nous donnons le mot d'avertissement et d'avertissement à ceux qui tiennent le gouvernail de l'Etat et sont chargés de voir à ce que la République canadienne, comme autrefois la République romaine, ne souffre aucun détriment.

"Caveant consules ne quid detrimenti respublica capiat", disait le Sénat romain aux consuls, dans des circonstances souvent moins difficiles que celles que nous traversons.

Pitt, le premier, devenu lord Chatham, Camden, ne faisaient pas acte de mauvais citoyens; ils agissaient au contraire

en hommes d'Etat prévoyants. Ils servaient bien leur patrie, quand ils se dressaient même contre la volonté de Georges III, afin d'empêcher la législation néfaste qui taxait les treize colonies pour leur faire supporter, écoulez bien, les frais de la guerre contre la France qui les avait atteintes dans le cœur de leur propre pays. Ces hommes étaient aussi grands que M. Chamberlain et ils ont montré plus de flair politique que n'en montre ce dernier quand il précipite les colonies dans les conflits de la mère-patrie sans consulter leur Parlement, sans même, paraît-il, obtenir l'assentiment libre et spontané de leur gouvernement.

CHAPLEAU

Sir Adolphe et M. Chauvin vous ont parlé de M. Chapleau, si longtemps notre illustre député, et trop tôt arraché à Terrebonne, à la Province, au Canada. Je dirais à l'Empire même dont il portait l'une des plus hautes distinctions. Enfant du peuple, il s'est élevé aux postes les plus honorifiques comme les plus onéreux. Au service de sa patrie, sa devise était "Tout pour elle." Il n'oublia jamais son origine de Canadien-français et pour lui, comme pour cet homme d'Etat anglais, il existait deux patries : le Canada d'abord et puis la France. Il fut toujours, cependant, le plus loyal des Canadiens, le plus fidèle de tous ceux qui ont honoré les rangs du parti libéral-conservateur.

On se rappelle comment il laissait ses plus intimes amis lors de la Confédération pour suivre Cartier qui avait entrepris de donner au Canada cette admirable constitution de 1867 qui posait les bases d'un vaste empire canadien tout en nous assurant, à nous, descendants de Français, et appartenant au culte catholique, une somme de libertés civiles, politiques et religieuses, comme nous n'aurions jamais pu en rêver sous aucune allégeance au monde.

On se rappelle aussi sa courageuse conduite lors de l'affaire Riel, quand toute la province française du Dominion, quand tout l'élément franco-canadien de l'Amérique, venait se jeter à ses genoux, pour ainsi dire, et le prier. MM. Laurier et Mercier, les premiers, de se mettre à la tête du mouvement national qui devait venger la mort injuste de l'un des nôtres, alléguait-on, mais au fond, qui devait affirmer un sentiment de révolte et une expression de déloyauté des plus dangereuses, envers l'autorité britannique.

Chapleau résista à toutes les pressions, à toutes les séductions du commandement pour se faire, ou plutôt pour

rester l'homme de l'ordre, de l'apaisement et de l'harmonie entre les races et les croyances diverses qui se confondent dans notre pays. Il fut l'homme du devoir et en toute circonstance son respect, malgré bien des provocations, resta inaltérable envers l'autorité religieuse ou politique.

Jamais bouche plus éloquente ne nous a tracé nos devoirs de tolérance les uns envers les autres, nos obligations respectives envers une patrie commune et chérie; jamais homme d'Etat canadien n'a résumé mieux notre situation, ne nous a montré plus manifestement nos brillantes destinées que Chapleau s'écriant à Toronto :

Que cette diversité de races soit une source de difficulté dans la direction politique de la nation, je ne suis pas prêt à le reconnaître, mais je prétends qu'on ne peut me contredire lorsque j'affirme que chacune des grandes races qui composent notre union canadienne, a, dans ses traditions, dans son sang, dans son génie, tous les éléments nécessaires pour leur faire atteindre ensemble les plus hauts sommets de la gloire.

Les braves Normands et le peuple saxon ont arraché la grande charte qui est restée, depuis le 13^{ième} siècle, l'évangile politique du monde. Jamais lauriers plus glorieux n'ont été conquis par ceux de l'Alma et d'Inherman. Jamais épitaphe n'a été mieux méritée et plus appropriée que celle qui indique au voyageur la tombe de Montcalm et de Wolfe.

Mortem virtus communem
Famam historia
Monumentum posteritas
Dedit.

Ce sublime gage de paix dans la gloire sur les restes des deux héros, est là qui commande aux bronzes tonnans de la citadelle de ne pas troubler dans leur sommeil les glorieux morts de Ste Foye et des plaines d'Abraham, il est là comme la devise inspirée de la gloire et du bonheur à venir de la nation canadienne.

Chapleau était le représentant vivant, l'incarnation du parti libéral-conservateur qu'il avait appris à servir à l'école de Cartier et de Sir John A. Macdonald, de ce grand parti qui a été depuis 1840 le véritable parti de la nation, auquel les Canadiens, anglais ou français, doivent les libertés politiques qu'ils ont su employer. Dieu merci, à la fondation d'un Empire qui sera le second en Amérique et viendra, après la fille aînée de l'Angleterre, — l'Union américaine, — mais d'un cœur plus reconnaissant encore et avec une ressem-

blance plus frappante dans les traits de ses institutions monarchiques, revendiquer sa place de nation libre aux côtés de sa glorieuse métropole.

LE PARTI LIBÉRAL-CONSERVATEUR

J'ai dit parti libéral conservateur, j'ai bien dit, je ne crains pas de qualifier ainsi le parti conservateur. Je n'ai pas honte du mot libéral, l'un des plus beaux de la langue française, que des exagérés ont pu corrompre dans sa signification, mais qui n'en veut pas moins dire liberté et progrès.

En Allemagne, c'est le nom du parti catholique, de la liberté du culte et de l'enseignement.

Chez nous, Lafontaine l'a porté pendant toute sa carrière politique; Morin jusqu'en 1854; Cartier ne s'est jamais réclamé d'un autre nom que celui de libéral et de libéral-conservateur, alternant avec celui de conservateur tout court. Cette appellation a-t-elle jamais empêché ces grands hommes d'être des conservateurs vrais et convaincus ?

Depuis quand faut-il avoir honte du nom de ses ancêtres politiques ou naturels ?

D'ailleurs, ce nom exclut toute idée de torysme, et si Morin fit alliance avec les tories en 1851, c'est que les tories acceptèrent les vues du parti libéral, et il n'y a jamais eu, dans notre parti, depuis ce temps, rien qui pût ressembler, de proche ou de loin, aux caractéristiques du vieux parti tory qui faisait flamber le parlement en 1848, en haine des patriotes de 1837. Nous repoussons encore, aujourd'hui, de toutes nos forces, ce qui pourrait nous ramener à ces idées de haine et de fanatisme, qui n'ont jamais pu s'acclimater au Canada, et qui ont infailliblement ruiné les hommes les mieux doués d'Ontario, quand ils ont voulu les embrasser, et s'en faire comme un piédestal pour atteindre le pouvoir.

C'EST UN PARTI POLITIQUE

Notre parti est un parti politique, essentiellement politique, et s'il entretient à l'endroit du clergé des sentiments de la plus haute admiration et du dévouement le plus entier, dont il n'a jamais manqué de donner les preuves les plus éclatantes, depuis les temps les plus reculés, il comprend trop bien ses devoirs pour vouloir l'inféoder à son sort et le faire descendre dans les luttes journalières du terre à terre, où il est constamment appelé à se battre lui-même.

Le parti libéral-conservateur a fait le Code Civil; il a fait la loi concernant l'irrévocabilité des paroisses de cantons; il

a fait la loi de l'instruction publique, et chaque fois qu'il s'est agi de régler une question épineuse, au désir de la hiérarchie se réclamant d'un droit civil ou religieux, toujours, on l'a vu prêt à l'action, prêt à se lancer dans la bataille, souvent au risque de ses succès politiques et au bénéfice de ses ennemis. "Justice à tous, droits égaux pour tous", a été sa devise de tout temps et s'il a du clergé une conception trop élevée pour qu'il puisse l'abaisser jusqu'à la politique, s'il admet que le clergé constitue pour nous l'autorité sociale la plus élevée et la plus efficace dans son travail de conservation nationale, s'il croit sincèrement que cette autorité toute de bienfaits et de salut pour les Canadiens-français ne saurait être remplacée par aucune autre, il n'a cessé de réclamer, cependant, dans l'exercice des droits de citoyens, la liberté d'action qui revient à tout sujet britannique, et de donner cours à cet esprit de légitime progrès qui l'a mis à la tête de toutes les entreprises dont le pays a raison de se glorifier aujourd'hui.

C'EST UN PARTI D'APAISEMENT

Le parti libéral-conservateur est encore un parti d'apaisement, de rapprochement et non d'exclusivisme, de luttes à outrance. L'acharnement des Canadiens, les uns contre les autres, est une source de faiblesse, non de force. Il doit y avoir chez nous des temps de trêve et de repos après les grandes batailles rangées. Il doit y avoir aussi, en diverses occasions critiques, en diverses situations insurmontables, place à l'entente, au rapprochement entre les esprits raisonnables des deux partis.

Voilà ce qu'a toujours compris le parti libéral-conservateur: voilà pourquoi il a toujours eu plus de confiance dans les forces vives qui se rapprochent que dans les éléments de discorde, de haine et de vengeance, qui tendent pour affaiblir, pour ruiner.

Salvez-le dans le cours de sa glorieuse histoire:

L'entraîne, combattant à côté de Roblin; Morin, le bon, l'honnête, le sympathique ou plutôt le "patriote" Morin, en offrant une alliance avec Allan McNair, le chef des Tories qui avaient si longtemps crié sous à tout ce qui sentait le Catholique ou le Français; Morin refusant d'être de cette alliance une organisation politique les plus graves, les plus pondérées, les plus sérieuses et les plus progressives qu'on ait vues, et dont nous serons fiers de

nous réclamer encore longtemps, si nos alliés d'Ontario veulent comprendre que la force du parti a résidé, de tout temps, dans la loyauté à la loi, à la constitution, à l'ordre, non pas dans le mépris de la constitution du Canada et dans la persécution de minorités qui n'ont d'autre défense que le droit et la justice.

Voyez Cartier, disant en badinant qu'il avait toujours en poche une coalition de prêtre, soit avec Blake, soit avec Dorion, et qui, de fait, ne recula pas, en 1864, devant l'alliance de Georges Brown, le croque-mitaine, l'épouvantail de la population française et catholique du Canada.

Chapoteau lui-même, pour sortir la province de l'imbroglio où l'avait placée le coup d'Etat du 2 mars, fit appel au bon sens de ses adversaires et réussit ainsi à former un gouvernement puissant, tout en renforçant son parti des éléments nouveaux et vigoureux dont nous sommes bien aise de profiter aujourd'hui.

En prêchant moi-même, au scandale de gens qui n'ont pas toujours été les piliers du parti conservateur, l'idée d'un rapprochement, d'une coalition entre les éléments mêlés des deux partis, je n'ai fait que suivre la tradition des ancêtres et je n'ai pas regret de ce que j'ai fait. Je voulais l'entente pour, à Ottawa, régler la question des Reclus, question dangereuse s'il en fût jamais pour l'avenir du Canada. Je demandais aussi "fair play" pour le gouvernement Marchand, "fair play" qui fut poussé jusqu'à l'assistance active d'une coalition pour le progrès des grandes causes nationales, de l'agriculture, de la colonisation et de l'instruction publique. Ces causes sont essentielles à notre existence et doivent l'emporter sur toute autre considération de parti! Elles exigent, pour être menées à bonne fin, une dépense additionnelle de près de trois-quart de million par année.

Où est le gouvernement de parti qui sera assez courageux ou assez ingénieux pour trouver cet énorme denier indispensable à la province, si elle veut être autre chose qu'un gouvernement de municipalité tel qu'on en trouve fort communément en Europe, en Amérique, dans notre Canada même?

La coalition!... J'ai donné librement mes vues sur une question dont la solution comporterait à moi-même un gage de force et de salut pour la nation. J'ai fait ce que je croyais devoir faire en ami du pays et en conservateur fidèle à ses traditions.

On m'a blâmé, on a même écrit de

me "boyotter," mais faisons dire, faisons faire, nous verrons bien qui avait raison, quand le peuple aura la parole, au jour du scrutin.

C'EST UN PARTI EQUILIBRE

Le parti libéral-conservateur est un parti équilibré, évitant les excès en tout; loyal autant qu'il faut l'être, mais Canadien avant tout.

Voyez donc le contraste entre notre vieux parti et ce parti de transformations continuelles, qu'on peut appeler le Protée de la politique canadienne.

A Joliette, Mercier, oppositionniste, traitait les conservateurs de voleurs parce qu'ils dépensaient \$3,000,000. Au pouvoir, il réussit à porter la dépense à \$5,000,000, et il trouva des gens pour l'approuver dans son parti.

Laurier se scandalise d'une dépense de \$38,000,000 sous les conservateurs; il dépensera lui-même \$51,000,000!

Il prêche la suppression du tarif de protection, qu'il maintient, au pouvoir.

Il soutient que les Etats-Unis sont notre seul marché, lequel devrait jouir de la faveur d'un échange préférentiel; que l'Angleterre n'est pas notre marché naturel et qu'aux Etats-Unis il faut sacrifier l'Angleterre dans l'intérêt du Canada.

"L'Angleterre, dit-il, est à 3,000 milles de nous. La politique des Etats-Unis est une politique de protection. Ils sont nos plus proches voisins. Là sont les débouchés dont a besoin notre commerce. Par conséquent, nous n'avons pas à choisir la conduite que nous devons tenir, elle nous est dictée par le simple bon sens.

Parlant de la nécessité de la réciprocité avec les Etats-Unis, il disait encore :

Mais il ne s'agit pas ici d'une question de sentiment, il s'agit d'une question de devoir et si je suis obligé de choisir entre ce que je dois à l'Angleterre et ce je dois à mon pays, je servirai d'abord mon pays. Et il n'y a pas un seul Anglais ayant un cœur dans la poitrine, qui ne dira la même chose s'il est de bonne race. Messieurs, l'Angleterre nous traiterait avec mépris si nous agissions autrement.

Arrivé au pouvoir, c'est l'Angleterre qui devient notre marché auquel il accorde la préférence dans l'échange de nos produits, "discriminant" ainsi contre les Etats-Unis!

Le parti libéral est, soit annexionniste, soit impérialiste; il ne peut être simplement loyal et canadien avant tout.

Après nous avoir prêché l'économie,

il se précipite dans les plus effroyables extravagances.

Tantôt il exige que le clergé reste à la neutralité et il le dénonce à Rome pour ingérence indue dans la politique. Au pouvoir, il ne jure plus que par le clergé, il l'introduit dans les ministères et pour éviter lâchement de tenir sa parole et de régler une question d'un caractère légal et constitutionnel, il recourt au clergé et à Rome sans se demander si l'intervention du Vatican ne sera pas de nature à porter un préjudice très grave à l'autorité de la hiérarchie catholique aux yeux des protestants.

Outrageantes dénégations d'un parti, mensonges et calomnies répandus à pleines mains, sur le clergé; courtisannerie, flagornerie, aplâtiement, d'un autre part, quand il espère tirer quelque parti de l'action du clergé, tel est, en résumé, le spectacle de ce parti vis-à-vis l'autorité religieuse, en attendant ne se fait-il pas scrupule de reprocher aux conservateurs d'être les exploités du clergé!

Redoutant un simple achat de fusils, en 1896, le parti libéral nous jette dans une guerre atroce, il envoie nos gens se battre à 6,000 milles de nos frontières, après avoir prêché que nous n'avions rien à faire dans les guerres de l'Empire, qu'il est illégal, inconstitutionnel d'y prendre part.

Quel amas de contradictions, de défis à la logique, quel mépris de la parole donnée, quelle audace dans les promesses, quelle faiblesse dans l'action! En moins de quatre années, le Canada ne se reconnaît plus; il est plongé dans une guerre d'extermination dont on n'aurait pas osé parler en 96 et le voilà à la merci de la plus petite de ses provinces, qui défie à la fois le Conseil Privé de Sa Majesté et le gouvernement du Canada, chargé de l'exécution de ses décrets.

C'est de ces deux questions des Ecclésiastiques et de l'Impérialisme qu'il me reste maintenant à vous parler.

LA QUESTION DES ECOLES

Les Faits

Vous connaissez tous les faits qui se rapportent à la question des écoles de Manitoba; ils ont été, avec l'arrêté en conseil du 19 mars 1895 et le rôle immédiat de la session de 1895-1896, le principal des discussions parlementaires, lors de la dernière législature. On ne peut, grâce à vous, M. Lacombe, et à vous, français, M. Laurier, en passer. Ils nous les succèdent pour les faits de la discussion.

En 1870, Manitoba devint canadien.

canadienne en vertu d'un acte du Parlement Canadien ratifié par le Parlement Impérial.

Par cet acte, la province nouvelle avait, comme toute autre province, le droit exclusif d'édicter les lois concernant l'instruction publique, mais elle ne pouvait pas toucher aux écoles séparées existant de par la loi ou la pratique, hors de l'Union.

Si elle touchait à ces écoles, il y avait appel au Gouverneur en Conseil de tout acte ou décision de la législature de la province, ou de l'autorité provinciale l'affectant tout droit ou privilège de la minorité protestante ou catholique des sujets de la Reine, en rapport avec l'éducation.

Et, dans le cas où la province ne se rendrait pas à la décision du gouverneur-général, le Parlement du Canada pourrait passer une loi remédiatrice pour arriver à l'exécution des clauses de l'acte de Manitoba concernant ainsi les écoles séparées, et de toute décision du Gouverneur-général en conseil.

Cet acte fut sanctionné par le Parlement Impérial et devint ainsi un traité tripartite, obligeant l'autorité impériale, le pouvoir fédéral et la législature de la province de Manitoba.

En 1871, la province établit un système d'écoles séparées, qui fut maintenu jusqu'en 1890. C'est alors que Greenway se moquant des droits de la minorité, abolit le Conseil de l'Instruction publique, rappela toutes les lois antérieures et établit le système d'écoles publiques, qui force les catholiques à payer pour les écoles protestantes ou d'Etat, ce qui revient au même, sans pouvoir décerner y envoyer leurs enfants.

La minorité protesta : M. Greenway invoqua l'omnipotence de la législature en matière d'éducation. Appel fut interjeté à la Cour Suprême, en vertu de l'acte 54, 55, cap. 25, sec. 4, afin d'obtenir l'interprétation de ce tribunal sur la validité des actes de 1890. La Cour Suprême les déclara valides, à l'encontre de la Cour du Banc de la Reine de Manitoba, et, à son tour, le comité judiciaire du Conseil Privé maintint le jugement de la Cour d'Appel de Manitoba, déclarant, par conséquent "intra vires" les actes créant des écoles communes à Manitoba, sans se prononcer cependant sur le droit de la minorité à avoir des écoles séparées.

C'est alors, en août 92, que les catholiques en appelèrent en vertu de la constitution du Canada et de l'acte de Manitoba, lois impériales et fédérales, à la Cour du Gouverneur en conseil, des 1890-1899.

Leurs mémoires et pétitions furent discutés devant un sous-comité du Conseil Privé du Canada, le 27 janvier 1893, et les jours suivants, et, définitivement, la cause de la minorité, cause absolument indépendante du droit jugé incontestable de Manitoba de se donner un système d'écoles publiques communes—fut référée à la Cour Suprême qui eut à décider sur six questions que je puis résumer ainsi : Les actes de 1890 de Manitoba étant déclarés "intra vires" et valides, reste-t-il aux catholiques un droit d'appel au gouverneur en conseil, pour le redressement de leur grief ou le rétablissement de leurs écoles ?

La Cour répondit non, le juge Fourrier "dissentiens".

À la suite de ce jugement, grâce aux efforts surhumains de nos ministres canadiens-français, Caron, Ouimet et Angers, la cause fut portée au Conseil Privé, qui déclara en résumé : que le Gouverneur-général en conseil a juridiction, etc. ; que les actes de Manitoba, avant 1890, ont conféré à la minorité un droit ou privilège relativement à l'éducation, etc., et que les deux actes de 1890 dont on se plaint ont porté atteinte au droit ou privilège de la minorité au point de justifier l'appel au Gouverneur-général en conseil.

"Et Sa Majesté, continue le rapport ou jugement du Conseil Privé ; "à la cour de Osborne House, en l'île de Wight, le 6 février 1895, après "avoir pris le dit rapport en considération, a bien voulu, par et avec l'avis "du Conseil Privé de Sa Majesté, approuver le dit rapport des Lords du "Comité et ORDONNER QUE LES "RECOMMANDATIONS ET INSTRUCTIONS QU'IL CONTIENT "SOIENT PONCTUELLEMENT "OBSERVEES, OBEIES ET EXECUTEES EN TOUTS POINTS; LE "GOUVERNEUR-GENERAL DU "CANADA EN FONCTIONS ET "TOUTES AUTRES PERSONNES, "EN CH QUI LES CONCERNE, "DEVANT EN PRENDRE CONNAISSANCE POUR LEUR GOUVERNEMENT."

La cause de la minorité était gagnée : le pouvoir judiciaire souverain avait parlé, il n'y avait plus de doute à élever, la cause était finie, après de nombreux atermoiements, qui s'expliquent et se justifient dans une matière aussi compliquée, dans un procès aussi contesté. La minorité catholique devait être réintégrée dans :

A—"Le droit de construire, entretenir, garnir de mobilier, gérer, conduire et soutenir des écoles catholiques ;

maines de la manière prévue par les Statuts que les actes de 1890 ont abrogés.

B.—Le droit à une quote part de toute subvention faite sur les fonds publics pour les fins de l'instruction publique.

C.—Le droit pour les catholiques romains d'être exemptés, de tous paiements ou contributions destinés à maintenir d'autres écoles.

Sir MacKenzie Bowell fit son devoir en ministre loyal de Sa Majesté, se soumettant sincèrement aux recommandations et instructions de Ses Aviseurs judiciaires. Il passa l'ordre rémédiateur qui fut agréé par toutes les parties intéressées.

Greenway refusa de se soumettre et tout le parti libéral le soutint dans sa révolte. M. Laurier criant qu'il ne fallait pas de coercition, qu'à lui il fallait une enquête, après toutes celles qui avaient été tenues et que l'homme de cette enquête serait Sir Oliver Mowatt même, l'avocat par excellence des écoles séparées!!!

On sait comment sir MacKenzie Bowell résigna et que sir Charles Tupper le remplaça.

Tous les moyens de conciliation épuisés, Sir Charles Tupper dut recourir au bill rémédiateur dont les dispositions furent trouvées suffisantes par M^r Langevin et ses collègues de la province.

Ayant eu recours à une obstruction sans précédent, M. Laurier fit échouer le bill, et la bataille générale s'engagea dans cette province, principalement sur la question des Ecoles.

M. Laurier, M. Geoffrion, M. Beauchamp, M. Langlois, tous les orateurs renommés, tous leurs journaux, grands et petits, ne trouvèrent ni l'arrêté en Conseil du 19 mars 1895, ni le bill rémédiateur suffisants. Ils s'engagèrent à faire mieux.

On se rappelle les discours de nos adversaires qui les ont oubliés, mais auxquels nous rafraîchirons la mémoire aux prochaines élections.

C'est M. Laurier lui-même qui s'écriait, à Saint-Roch, le 7 mai 1896, prenant engagement pour tout son parti :

Qu'il réglerait cette question à la satisfaction de toutes les parties intéressées, ajoutant que si la conciliation ne réussissait point, il aurait à exercer le recours constitutionnel que fournit la loi, recours, dit-il, que l'exercice est complet et entier.

Le parti conservateur, à Québec, fut

balayé, mais non parce que les Canadiens-français ne voulaient pas résister aux griefs de la minorité de M^r Nitoba, non parce qu'ils repoussaient le bill rémédiateur de Sir Charles Tupper, mais parce qu'ils attendaient davantage de l'avènement de M. Laurier.

On sait comment les choses ont tourné. Au lieu d'une législation de caractère permanent et irrévocable, redressant les griefs des catholiques, on leur bâcla, après l'avoir soumis à McCarthy et à Sifton, un arrangement bâtarde qui peut apporter quelque soulagement temporaire aux catholiques, mais qui ne leur rend aucun des droits et privilèges que le Conseil Privé leur a reconnus.

On sait également comment M. Laurier, trop faible pour tenir sa parole et se conduire en homme d'Etat énergique, en chef politique capable de commander haut la tête à la passion et au fanatisme, entreprit de faire accepter des catholiques par le Souverain Pontife, malgré l'opinion adverse de nos évêques, ce compromis que le Saint-Père lui-même devait déclarer défectueux, imparfait et insuffisant.

Ici en est rendue la question, c'est-à-dire qu'elle est plus loin que jamais d'être résolue, pour ce qui a rapport aux droits légaux de la minorité.

LA QUESTION RELIGIEUSE

est réglée, et c'est tant mieux pour tout le monde. Le moins on mêlera l'autorité de l'Eglise catholique, le caractère de son ministère et l'action de son clergé, aux débats de la tribune, aux joûtes passionnées des tréteaux et aux polémiques ardentes de la presse, le mieux ce sera pour la religion et aussi pour la politique, qui se compose chez nous de tant d'éléments divers et hétérogènes.

La question religieuse est résolue ; il ne m'appartient pas de l'agiter de nouveau. Les catholiques savent à quel s'en tenir et s'ils ont souci de leur devoir ils l'accompliront en vue du respect et de l'obéissance sincère aux décrets du Vatican et aux instructions de l'Episcopat. A eux de faire en sorte que l'arrangement imposé aux catholiques soit rappelé et remplacé par une législation assurant la permanence et l'intégrité de leurs droits.

Mais la question qui n'est pas résolue, qui ne le sera qu'un jour où les recommandations et instructions du Conseil Privé de Sa Majesté seront "ponctuellement observées, obéies et exécutées", c'est

LA QUESTION CONSTITUTIONNELLE

Elle se présente sous deux aspects, aspect légal, ou d'inviolabilité de notre loi organique; et aspect politique, qui nous défend, au nom de l'avenir de ce Dominion d'accorder à une province le le pouvoir de nullifier les obligations qui découlent d'une loi impériale, ou plutôt d'un traité inviolable passé entre les autorités impériales, le Parlement du Canada et la Législature de la Province de Manitoba.

Sur le premier point, il est bien inutile d'entrer dans de longs développements. Les hommes politiques les plus haut placés des deux partis, les légistes les plus autorisés ayant reconnu les droits incontestables de la minorité, après le jugement, inflexible en fait, c'est-à-dire ultime et sans appel, du Comité judiciaire du Conseil Privé de Sa Majesté.

Qu'on me permette seulement de citer l'opinion de Sir John sur la question, avant que le Conseil Privé eût rendu sa dernière décision :

Dès 90, Sir John écrit à un député, en vue, de Manitoba :

Vous me demandez avis quant à la conduite que vous devez tenir dans la malheureuse question des écoles séparées de votre province. Il n'y a d'après moi, qu'une voie ouverte devant vous. Par l'acte de Manitoba, les clauses de l'acte de l'Ami B. N. sect. 93 concernant les lois passées pour la protection des minorités dans les matières éducationnelles sont applicables à Manitoba, et ne peuvent être changées :—par l'Acte Impérial confirmant l'établissement de nouvelles provinces, 34 et 35 Vict., ch. 28, sect. 6, il est décrété que le Parlement n'aura pas compétence à altérer les clauses de l'acte de Manitoba en autant qu'il se rapporte à la Province de Manitoba. Il est clair, par conséquent, que le système d'écoles séparées à Manitoba est en dehors de l'atteinte de la Législature ou du Parlement du Dominion.

La conclusion s'impose: le système d'écoles séparées à Manitoba a été atteint, touché, annulé, par la Législature de Manitoba. C'est un défi à l'autorité impériale, c'est un mépris de la loi impériale, du traité passé entre les trois pouvoirs. Il faut que cette Province cède ou vous admettez sa souveraineté sur la Confédération du pays.

Personne ne songe à lui enlever ce que M. Glenway appelle les écoles nationales, mais qu'elle restitue, en la forme qu'il lui conviendra, à la minorité son droit de ne payer que pour l'éducation de son enfant.

Ce n'est pas d'ailleurs à cette fin de l'acte de tous les libertés qu'on viendra à l'enlever, mais à la fin de tous les droits.

droit d'être enseignés suivant les préceptes de leur religion et d'accord avec les privilèges garantis par la loi écrite du pays.

On allègue comme l'un des principaux griefs des Anglais contre les Boërs, le fait que ceux-ci, chez eux, dans un pays libre de toute entrave extérieure, n'ont pas mis à battre, on envoie nos Canadiens se battre pour obtenir des écoles anglaises que la loi n'autorise pas. Pourquoi alors M. Laurier ne se battrait-il pas pour le maintien d'écoles que la loi autorise? Est-ce parce que dans un cas il s'agit de riches exploitants de mines et que dans l'autre il n'est question que de pauvres Métis ou Canadiens-français abandonnés à eux-mêmes et n'ayant qu'un droit écrit pour les protéger?

La constitution est violée, le jugement du Conseil Privé est foulé au pied et un groupe important des sujets canadiens est mécontent de cet état de choses qui présage les plus graves dangers pour la Confédération.

Il n'y a que 20,000 catholiques à Manitoba, dit-on, et ils sont même divisés sur la question des écoles.

C'est vrai, mais je répondrai que l'Acte de Manitoba de 1870, n'est pas un acte local, c'est un acte fédéral et impérial que n'importe quel habitant du Canada, de l'Empire même, a droit d'invoquer.

Manitoba est une province de peuplement, où nous avons tous des droits acquis comme les résidents actuels. Il importe que les droits établis par le Parlement Impérial n'y soient pas sujets aux caprices, à l'arbitraire et à la tyrannie du pouvoir local.

D'ailleurs le Canada est-il prêt à se soumettre à

LA SOUVERAINETE DES PROVINCES ?

Dans ce cas, je dis que nous entrons dans une ère de péril, dont la fin marquera la dislocation de la Confédération canadienne.

On sait comment se forment les grands orages politiques qui conduisent aux guerres civiles et aux révolutions les plus sanglantes : les sujets de phénotypes différents se font jour isolément, grossissent, s'entassent l'un sur l'autre, jusqu'au moment où ils fondent sur les sociétés et les gouvernements en ouragans furieux qui dispersent les peuples les plus puissants et emportent les empires qu'on aurait pu les plus solidement assés.

PRECEDENT AMERICAIN

LA GUERRE DE SECESSION

Qu'on me permette de rappeler, à ce sujet, l'origine de ce grand conflit entre le Congrès américain et certains Etats, qui aboutit à l'épouvantable guerre de sécession.

Il s'agissait d'abord d'un simple droit de douane que la Caroline du Sud, en 1828, refusa de payer aux autorités fédérales, vu qu'il affectait son commerce particulier. La lutte s'engagea.

John Caldwell Calhoun, représentant de cet Etat, soutint que tout Etat avait droit de décider pour lui-même qu'un acte du Congrès était constitutionnel ou non — de le déclarer nul et sans effet. C'était nullifier les actes du Congrès. On voulut l'appliquer au tarif.

Dès 1830, la doctrine fut proclamée en plein Congrès, par Hayne, aussi de la Caroline du Sud.

C'est alors que Jackson, Président des Etats-Unis, s'écria : "Notre Union fédérale !! elle doit être préservée."

En 1832, nouveau tarif. La Caroline le déclare nul et sans effet, et menace de sortir de l'Union.

Jackson lance une proclamation et envoie le lieutenant David Farragut avec une force navale à Charleston. La Caroline, moitié par menace, moitié par persuasion, se soumet.

Le grand danger fut détourné pour le temps, et un précédent d'une immense portée fut établi par l'action prompt et décisive de Jackson.

"Il serait très dangereux si un seul Etat avait permission de nullifier une loi des Etats-Unis."

"Cela briserait vite l'Union. Le gouvernement des Etats-Unis n'a jamais reconnu le droit de nullification, ou permis à aucun Etat de l'exercer." (Fisk, p. 278).

De son côté, Webster disait : "La Constitution a elle-même désigné, ordonné et établi cette autorité (souveraine sur tout le peuple des Etats). Comment a-t-elle atteint ce grand et essentiel résultat ? En déclarant que la Constitution et les lois des Etats-Unis établies pour y arriver, doivent être la loi suprême du pays — of the land — en dépit de la Constitution ou des lois de tout Etat qui voudrait le contraire."

LE REMEDE

Le désaveu n'était pas le remède approprié à la législation de nullification de Manitoba, mais bien l'intervention du Gouverneur-général en conseil, et du Parlement canadien. Aux grands

maux les grands remèdes. C'est ainsi que l'affirmation du pouvoir fédéral sauva la Fédération américaine.

Manitoba ne peut nous donner de garantie, puisqu'il ne peut, le sa propre autorité, remplacer une législation impériale mise à néant par sa législature, à moins qu'il ne rappelle tout à fait les actes de 1890, ce qu'on ne lui demande pas.

C'est d'Ottawa que peut venir le remède : c'est Ottawa qui est sous son règlement ; c'est l'autorité compétente à décider, la seule si ce n'est Londres, qui n'a pas l'habitude de prendre l'initiative dans la législation coloniale.

Manitoba n'est plus en état d'apporter le remède : des ordres en conseil ou des lois provinciales ne peuvent avoir la force d'une loi impériale, et pour tout ramener, il faut cette intervention supérieure d'Ottawa, dont Winnipeg ne pourrait plus nullifier l'action.

JE SUIS LOGIQUE

On est bien aise, Messieurs, d'invoquer la constitution contre les dangers de l'impérialisme.

MM. Laurier, Tarte et Mills, ministres, n'ont pas manqué de s'en prévaloir ; le "Globe", la "Patrie", M. Bourrassa (et aussi M. Monette, aujourd'hui), ont écrit et dit des choses admirables là-dessus. Je les en félicite. Mais pourquoi ne sont-ils pas loquaces et ne réclament-ils pas énergiquement, dans le cas des Ecoles du Manitoba, le même respect à la loi écrite du pays qu'ils invoquent, quand, après tout, il ne s'agit que du droit incontestable, il est vrai, mais plutôt usager que formel et écrit, de ne participer aux guerres de l'Empire qu'avec l'assentiment de notre parlement.

Je suis logique, et j'en appelle au respect de la loi du Canada, dans le cas des Ecoles, comme, tout à côté du "Globe", de la "Patrie", du "London Advertiser", pour ne parler que des journaux libéraux, j'invoque les libertés constitutionnelles conquises, par cinquante ans de lutttes et d'indépendance de notre "self government", pour repousser les empiètements de l'impérialisme militaire.

L'IMPÉRIALISME

tel que M. Chamberlain l'entend, est plus loin que celui de M. Disraeli, qui rêvait d'un vaste empire oriental s'étendant à l'Afrique du Sud et aux Indes, augmentées de l'Australie. A travers le Gledason, le néo-empire d'une Angleterre petite, mais richement administrée, celui qui fut

Lord Beaconsfield trouvait indigne de lui de s'occuper des intérêts domestiques de la Grande-Bretagne; il n'avait qu'une aspiration répandre l'autorité, l'influence et la domination anglaises dans toutes les parties du monde et faire en sorte que "les cabinets et les chanceries de l'Europe, dit un historien, apprennent que rien ne devait se faire sans l'autorité de l'Angleterre."

Jamais, pour arriver à cette suprématie universelle, les colonies ne furent appelées à prêter main-forte à la mère-patrie.

Salisbury, le Premier actuel de M. Chamberlain, fut ministre des affaires étrangères dans le dernier gouvernement Disraeli, et il s'éprit de l'idée impérialiste, à cette école fascinatrice.

Mais tout autre est l'Impérialisme du secrétaire d'Etat pour les colonies sous Salisbury.

Cet Impérialisme, tel que l'a conçu M. Chamberlain, tel qu'il l'a exposé à la réunion des Premiers coloniaux, au jubilé de la Reine, tel qu'il veut nous l'imposer au Canada et tel que je suis bien décidé à le combattre de toutes mes forces, consiste à engager les colonies dans une espèce de contrat d'association avec la mère-patrie, par lequel on mettrait en commun les moyens d'attaque et de défense pour assurer l'intégrité de l'Empire, et courir même à de nouvelles conquêtes; c'est l'obligation par nous de participer aux guerres de la Grande-Bretagne, sur un simple signe des autorités impériales, sans que notre Parlement soit consulté, sans que même l'électorat de ce pays se soit jamais prononcé sur cette politique nouvelle; c'est l'effondrement de notre "self-government" en face d'exigences impériales imposées aux colonies dans les temps les plus calmes, par l'Angleterre, mais auxquelles celle-ci a complètement renoncé depuis plus de cent années.

Ce qu'on demande de nous, directement ou indirectement, par invitation, suggestion, ou intimidation déguisée, est de n'être plus gouvernés par l'Assemblée locale, dans les matières de la guerre, mais suivant les vœux de l'Union Jack. Cela signifie, pour cent années de lutttes constitutionnelles perdues.

On a beau dire que telle n'est pas la nature des derniers événements, que la participation à la guerre est libre et volontaire, nous ne savons que trop le contraire. Le torrent d'impérialisme déborde partout, et ce n'est pas

avec de vaines déclamations qu'on réussira à l'endiguer.

Le discours de M. Chamberlain à la conférence intercoloniale, ouverte à Londres, le 21 juin 1897; le système de défense de l'Empire qu'il expose aux Premiers ministres des colonies, l'assistance qu'il met à démontrer que ce sont les colonies qui ont besoin du secours des armées anglaises plutôt que la mère-patrie elle-même; l'échange de force militaire qu'il propose aux colonies, tout cela nous indique clairement un dessein bien arrêté de confédérer la métropole et les colonies pour les fins militaires de tout l'Empire.

Puis, il y a le discours de Laurier, offrant — dans l'espoir qu'il ne serait jamais appelé à racheter sa parole — jusqu'au dernier homme du Canada pour la défense de l'Empire, discours qui n'était que trop de nature à faire croire à un homme décidé comme Chamberlain, qu'en effet il pouvait disposer des forces militaires du Canada tout comme des armes de l'Angleterre elle-même.

M. Laurier était pris dans l'engrenage d'où il ne sortira que meurtri et broyé.

Ecoutez M. Tarte disant qu'à ses yeux, la dépêche de M. Chamberlain équivalait à un commandement.

Et le ministre de la milice, M. Borden, et le général Hutton et M. Laurier lui-même, à Québec, malgré la clause du "non precedent" de M. Tarte, n'ont-ils pas proclamé hautement que nous étions entrés à pleines voiles sur la haute mer de l'Impérialisme militaire?

Et, admettant la nécessité d'urgence du premier contingent, sans consulter les Chambres canadiennes, l'envoi d'un second contingent ne doit-il pas ouvrir les yeux à tous et faire comprendre soit que nous n'avons pas de gouvernement ou qu'il est contrôlé par une force invisible, mystérieuse et irresponsable à l'électorat de ce pays?

Tous les journaux, d'ailleurs, griffonnés, n'ont-ils pas reconnu le fait de l'Impérialisme s'imposant aux autorités canadiennes? N'ont-ils pas défendu le nouvel ordre de chose et attaqué violemment ceux même qui ont osé le combattre?

Va se battre qui veut, dit-on. C'est vrai. Mais ne paiera pas qui veut, par exemple, et en ce sens nous avons droit de dire que nous serons à l'avenir taxés pour les guerres de l'Empire puisque nous serons forcément appelés à défrayer le coût de nos armements.

C'EST UNE QUESTION DE PRI- NCIPE

Je ne fais pas de cette question, tant une question d'argent qu'une question de principe. Je suis même prêt à admettre que nous n'avons pas à élever en cette matière du moment que nous consentons à armer nos soldats pour les guerres lointaines de l'Empire. Mais enfin nous jouissons du "self government" et toute dépense de deniers publics doit être autorisée, dès l'origine, par notre Parlement et non par l'initiative directe ou indirecte des autorités de Downing Street.

Que l'impôt soit prélevé sur les colonies par le Cabinet de Saint-James, pour les guerres de l'Empire, ou qu'il le soit par le cabinet d'Ottawa, quelle différence cela fait-il, au fond? Et qui peut nier alors que nous reculons de cent ans en arrière?

Dans le cas actuel, non seulement on nous prive de notre "self-government" mais on arrive à exercer un droit supprimé depuis longtemps en faveur des colonies d'Amérique.

En effet c'est en 1778 que l'Angleterre, à la suite des terribles épreuves de la guerre de l'Indépendance américaine, édictait la loi suivante que je suis bien aise d'exhumer et que plus d'un sera surpris d'entendre lire :

Attendu que la taxation par le Parlement de la Grande-Bretagne pour le prélèvement d'un revenu dans les colonies de Sa Majesté, Provinces et Plantation de l'Amérique du Nord a été reconnue par l'expérience, comme entraînant beaucoup de malaise et de désordres parmi les sujets loyaux de Sa Majesté, qui, cependant, seraient disposés à reconnaître la justice de contribuer à la défense de l'Empire, pourvu que telle contribution soit obtenue sous l'autorité de la Cour Générale, ou de l'Assemblée Générale, de chaque colonie, Province ou Plantation, etc., il est décrété qu'après cet acte le Roi et le Parlement n'imposeront aucun droit, taxe, etc., payable dans aucune colonie, Province et Plantations de l'Amérique du Nord ou des Indes Occidentales, etc. :.

On peut dire que telle a été depuis, sous toutes les constitutions qui ont successivement régi le Canada, la loi du pays en rapport avec la défense de l'Empire : aucune taxe, aucune charge, n'a été exigée de nous sans le consentement libre de nos représentants.

Et aujourd'hui l'on révoque cette stipulation et on nous demande de verser le double impôt du sang et de la contribution pécuniaire ; on intervient dans la régie interne de nos affaires et que ce soit à l'invitation ou non de nos

trier Premier ministre, nous n'avons le droit de répondre qu'il n'y a pas de ministère d'écouter le peuple sur la voie dans cette voie nouvelle, nous nous voyons et remplie de danger pour une question qui a besoin de tout son bon sens et de toutes ses ressources pour se développer ; cette voie, c'est celle du Parlement régulièrement constitué, voyant ou rejetant après discussion, une politique aussi étrangère à nos traditions, aussi extraordinaires dans ses conséquences que dans ses résultats sur nos destinées.

La politique constante de l'Angleterre a été de relâcher le lien colonial, afin de faire régner plus de satisfaction, de contentement et de loyauté par la même au sein de ses colonies. Cette politique, dictée par l'expérience à l'Angleterre, après la perte de ses plus belles colonies, était surtout celle de Pitt, qui nous donnait l'acte de 1791, contenant en germe le principe du "self government".

Ce grand homme d'Etat combattit de toutes ses forces le cabinet anglais et Georges III, qui voulaient s'ingérer dans la gouverne interne des colonies américaines. Si sa voix eût été écoutée, la guerre d'Indépendance eût été évitée sans doute et son plus beau joyau conservé encore longtemps à la Couronne Britannique.

"Pour réfuter l'erreur grave du Cabinet dans la question américaine, dit l'historien Fisk, Pitt se rendit de son lit de souffrances à la Chambre des Communes et prononça un discours dans lequel il avouait se réjouir de la résistance des Américains et il déclarait que "si les Américains eussent franchement accepté les mesures de Great-Britain, ils se fussent montrés dignes d'être esclaves."

"Demandez-vous bien, disait-il aux Communes, pourquoi vous persisteriez dans cette politique inconsidérée. Avec une telle cause, votre succès serait impossible. L'Amérique, si elle tombe, tombera comme un homme feroce, les bras en l'air, les colonnes de la Constitution".

Tel était le respect que Pitt portait aux libertés locales des colonies américaines.

Doré Durham, à son tour, vint dire courageusement à la métropole comment elle réussirait à s'attacher le coeur des colonistes du Canada : en leur appliquant les droits les plus étendus du self government.

Ce n'est pas, disait-il, en affaiblissant, mais en renforçant l'influence du peuple sur son gouvernement (du Canada) ; en se renfermant dans des limites beaucoup plus étroites que celles qu'il ont été tracées, et non en étendant

l'intervention des autorités impériales dans les détails des affaires coloniales, que je crois que l'harmonie peut être rétablie, là où les dissensions ont prévalu, et la régularité et la vigueur, jusqu'ici inconnues, pourront être introduites dans l'administration de ces Provinces...

Je ne voudrais pas diminuer les prérogatives de la Couronne, mais la Couronne doit, d'un autre côté, se soumettre aux conséquences nécessaires des institutions représentatives; et si elle doit conduire le gouvernement en unison avec un corps représentatif, elle doit consentir à le conduire par le canal de ceux en qui ce corps représentatif a confiance.

Par le traité de réciprocité que conclut lord Elgin en 1854, et qui comportait pour la première fois le principe de la taxation par le Canada des marchandises anglaises, cet illustre gouverneur, nous assure Sir Wilfrid Laurier, a conservé le Canada à l'Empire anglais.

En un mot, tout nous dit dans notre histoire, dans nos traditions, dans la politique constante et éclairée de l'Angleterre qu'à notre Parlement seul, consulté régulièrement, délibérant librement, votant en dehors de toute précision étrangère aux intérêts du Canada, appartient depuis plus de cinquante ans et doit appartenir à l'avenir de décider des questions de guerre comme de toutes autres questions; que c'est l'autorité légitime et unique à laquelle doivent être réservées ces grandes décisions où il y a va du sort de notre pays et celui de l'Empire lui-même.

Rien autre chose que la possession entière et l'exercice indépendant de notre "self-government" ne saurait satisfaire chacun des groupes de la population du Canada.

Un premier ministre, quel qu'il soit, n'a pas le droit de nous lier à cette politique de l'Impérialisme; encore moins un chef de l'opposition.

Je sais bien que les décisions du cabinet aux trois quarts anglais, ou les décisions même de l'électorat favoriseront l'Impérialisme, pour un certain temps, au moins, et que sous ce rapport les citoyens opposés à la participation du Canada aux guerres de l'Empire ont peu de chances de voir triompher leur opinion, mais qu'importe. Dès que la Chambre s'est prononcée, dès que l'électorat aura exprimé ses vœux, ils seront satisfaits; ils ne peuvent demander plus et en loyaux sujets de Sa Majesté, ils ne perdront jamais de vue que la majorité gouverne chez nous comme dans chaque coin de terre libre confiée aux institutions politiques de la Grande-Bretagne. Ils sauront que l'autorité

légitime a décidé, et, par conséquent, ils sauront à qui s'en prendre si cette autorité se trouve avoir erronément décidé.

Quant aux Canadiens-français, ils ne demandent ni politique de faveur, ni privilèges particuliers: ils en appellent à la constitution comme au maître souverain du sort de ce pays.

Tant pis si on leur donne de justes raisons de croire que la majorité est décidée, dans ce cas de guerre comme dans cette malheureuse affaire de Manitoba, à passer outre et à ne tenir aucun compte des vœux légitimes de la minorité; la majorité jettera là dans notre jeune pays, un germe de mécontentement qui se grossissant de maints griefs vrais ou supposés, finira par rendre impossible l'existence de la Confédération.

C'est en vain que les Laurier et les Tupper parleront de la nation canadienne, il n'y aura jamais de nation canadienne, si la constitution du Canada, avec toutes ses garanties accessoires ne prévaut pas dans tous les actes de notre gouvernement et ne règne pas dans le cœur de tous les sujets canadiens.

Sir John exprimait une grande idée quand il concluait son admirable discours sur la Confédération par les paroles suivantes:

"Je supplie la chambre de ne pas laisser échapper cette occasion, qui ne se présentera peut-être jamais, et qui a été amenée par un concours particulier de circonstances. Il faut donc en profiter, car si nous la négligeons, nous pourrions un jour regretter de ne pas avoir accepté cette heureuse opportunité de fonder une nation puissante, sous l'égide de la Grande-Bretagne, et de notre Souveraine Dame la Reine Victoria."

Fonder une nation puissante, sous l'égide de la Grande-Bretagne! C'est le vœu le plus ardent des Canadiens, et parmi les Canadiens, des Canadiens d'origine française. Sans prétendre exercer de domination parmi cette nation, ces derniers savent qu'ils pourront toujours y faire entendre la voix de leurs justes réclamations, et se soumettant volontiers à la majorité, qu'ils compteront toujours pour une fraction importante dans la direction des affaires.

Profondément froissés des attaques dont ils sont l'objet, de la part de certains journaux francophobes du Canada, ils n'en restent pas moins les sujets les plus loyaux de Sa Majesté, par leur connaissance pour le passé, par leur dévouement pour les institutions britanniques et aussi, pourquoi ne pas le dire,

publiquement, par le calcul légitime de compter pour quelque chose dans un pays que leurs ancêtres ont ouvert à la civilisation.

Ils savent, d'ailleurs, que ces excès de fanatisme ne sont le fait que du petit nombre ; que l'immense majorité de la population britannique peuplant le Canada, entretient une estime sincère pour les hautes qualités de moralité, de travail et d'intégrité dont se targue le groupe français de la population canadienne.

Ils peuvent aussi, avec fierté, rappeler le certificat de "peuple de gentil-hommes" que leur a décerné un gouverneur anglais. Et pour confondre les rares mangeurs de Canadiens-français et de catholiques, que l'on trouve encore parmi nous, comme les restes insignifiants d'un temps barbare, ils peuvent citer les paroles de cet autre gouverneur du Canada, observateur profond et diplomate de haute marque, Lord Dufferin, qui a dit de nous :

"Physiquement, l'Amérique est d'un aspect assez monotone. De même "quant aux peuples qui l'habitent : "toutefois, si vous envisagez les Cana- "diens-français, une différence drau- "chée se manifeste ; ils constituent un "monde à part, qu'il faut non seule- "ment conserver, mais encore favori- "ser, pour peu que l'on songe à l'avenir "de ce jeune continent, où le groupe "français du Canada est appelé à "jouer, dans le domaine de l'intelligen- "ce, un rôle équivalent à celui de la "France, en Europe."

Le discours de M. Nantei fut suivi de l'adoption des résolutions suivantes qui furent votées dans le plus grand enthousiasme, dit "La Presse".

Proposé par Jos. Forget, E. Gibeau, Frs. Lorain, C. Racine, Aug. Morin, Jos. Alarie, I. Gratton, Jos. Courcelles, Donat Godon, Jos. Charbonneau, David Desroches, Philippe Racine, Félix Cadieux, Antime Lorrain, Siméon Monet, J. T. A. Lambert, J. E. Simard, Edouard Rodier.

Secondé par F. X. Cloutier, Hen. Masson, Elie Latour, Frs. Pauzé, P. Simard, Eug. Vallières, J. Bte Hudde, H. Huot, H. Lesage, C. Alarie, M. Thérien, G. E. Parent, L. Beaulieu, Ulric Lévesque, Jos. Drouin, Jérôme Longpré, Ed. Leclair, Ant. Desjardins, J. Arbour, N. P., Pierre Lauzon.

Que les sujets loyaux de Sa Majesté qui composent cette assemblée, désirent Lui exprimer, en premier lieu, leurs sentiments de profonde et inaltérable reconnaissance pour les bienfaits dont Elle a comblé le Canada au cours de

son glorieux règne. Que, plus particulièrement, ils La remercient d'avoir doté ce pays d'institutions politiques qui ont si efficacement contribué à son développement et à sa prospérité.

Que, dans l'exercice du gouvernement libre et autonome dont il jouit, le Canada a eu en vue le développement de ses forces par l'exploitation de ses ressources diverses, l'amélioration de son territoire, le rapprochement de ses provinces, l'unité et la cohésion de ses divers éléments de population et qu'en opérant ce travail au prix de grands sacrifices, il a contribué en même temps à la grandeur, à la puissance et à la majesté de l'Empire britannique.

Qu'ils ne sauraient trop reconnaître que la protection de la métropole anglaise constitue pour cette puissance une sauvegarde qu'aucun changement politique ne pourrait remplacer ; que le régime politique actuel commande leur respect et leur attachement le plus entier, le Parlement anglais et le Comité judiciaire du Conseil Privé de Sa Majesté ayant, en toute occasion, rendu justice complète à tous les groupes de la population, et assuré l'observance fidèle des lois, statuts, ordonnances et constitution qu'il a plu à Sa Majesté de conférer et étendre au Canada.

Que la politique coloniale de l'Empire Britannique, spécialement sous l'inspiration de Pitt et de Durham, a été de donner à cette colonie toute la liberté de gouvernement compatible avec les droits et la dignité de la Couronne Britannique ; que de fait elle jouit du "self government" complet, à part le pouvoir de conclure directement des traités et de nommer le chef de l'Exécutif canadien.

Que cette politique a été de nature à consolider et unifier l'Empire, plus que toute ingérence directe ou indirecte dans les affaires du Dominion et que cette assemblée exprime hautement son opinion qu'elle devrait être maintenue comme par le passé.

Que cette assemblée formule les vœux les plus sincères pour le succès de nos armes et offre l'expression de la plus vive de ses douloureuses sympathies aux héroïques soldats tombés sur le champ de bataille, pour l'honneur du drapeau anglais.

Qu'elle n'ignore pas les devoirs que nous avons envers notre Glorieuse Souveraine. Mais qu'en vue de l'harmonie, si indispensable à l'unité et au maintien de l'Empire, cette assemblée repousse énergiquement toute tendance en toute tentative de faire participer le Canada à aucune guerre sans le con-

sentement libre de son gouvernement autorisé par les chambres et par l'électorat.

Qu'elle est d'opinion que les citoyens du Canada, favorisés par le "Self Government", depuis plus d'un demi-siècle, sont disposés à prendre à leur charge, dans la mesure de leurs forces les frais nécessaires à la défense et à la protection des frontières et de l'intérieur de cette immense contrée ; que même, en certains cas d'urgence, dont le parlement devrait être juge, ils sont disposés à contribuer à la défense des autres parties de l'Empire, mais qu'ils ne peuvent renoncer au droit d'être consultés sur toutes les affaires du pays, qu'elles se rapportent au tarif, aux entreprises publiques, ou plus spécialement à la politique qui nous est proposée, d'engager la colonie dans des guerres étrangères au Canada, politique sur laquelle l'électorat de ce pays n'a jamais été consulté.

Qu'enfin, cette assemblée renouvelle l'expression de ses sentiments de reconnaissance et d'admiration pour Sa Gracieuse Majesté ; de loyauté entière à la Grande-Bretagne, fait des vœux pour le maintien de l'Empire et ne craint pas d'affirmer que sous la garde et la direction de la constitution de 1867, qu'il a plu à notre Souveraine de lui accorder, le Canada ne pourra faire autrement que grandir et prospérer, pour le plus grand bien de ses habitants, pour la gloire et la solidité de l'Empire, pourvu que cette constitution soit fidèlement observée et reste ce qu'elle devait être dans l'esprit de ceux qui l'ont rédigée et des autorités impériales qui l'ont bienveillamment sanctionnée ; un gage de justice et de droits égaux pour tous.

Les membres de cette assemblée ne peuvent se séparer sans protester énergiquement contre les accusations dont les Canadiens-français sont l'objet de la part de certains journaux du pays. Et à leurs yeux, les ennemis les plus

d'ici de celui qui ne cesse de provoquer les citoyens qui, par reconnaissance pour le passé, par reconnaissance pour l'inspiration libérale donnée par les autorités impériales aux lois, aux traités, et à la constitution qui les protègent, par admiration des institutions monarchiques de l'Angleterre, si établies et si puissantes, sont les sujets les plus loyaux de Sa Majesté.

dangereux du lien colonial et de l'unité de l'Empire actuel sont ces éléments de

Remarqués dans l'ensemble : M. Girouard, ex-M.P.; H. Boaresse, ex-M. P., Papineauville; H. Charviat, avocat; Dr Sév. Lachapelle, Jos. Tassé, J. H. Leclair, J. A. Beaudin, avocat; L. V. Villeneuve, Montréal.

Ville de St Jérôme — S. G. Lavielette, P. Simard, E. Gibault, J. Ledue, L. Y. A. Lambert, Ls. Beaudin, Jérémie Longpré, H. Rhéaume, W. H. Scott, Siméon Monet, C. L. de Montigny, Jean Labare, Jos. Auger, Jos. Charron, Jules Drouin, J. Cousineau, M. Blanchard, Gascon, J. B. Cloutier, Jos. Valiquette, Léonard, Lauzon, Bédise, B. Beaulieu, Marc Bélanger, Ed. Rodier, Ls. Cusson, Ant. Lorrain, L. Gauthier, A. A. Laviolette, A. Fiset, Ls. Corbeil, Oct. Mounier, Oct. Rosa, E. Lapierre, W. B. Nantel, Jules Lapointe, Alf. Thibault, D. Montigny, J. Coursolles, C. Labelle, David Gratton, A. E. Marchand, M. St George.

Paroisse St Jérôme — Jos. Lorrain, Stanislas Huot, Pierre Lauzon, H. Taillon, H. Lesage, C. Marie, Ant. Richard.

Ste Sophie — Cahxe Roy, Ulric Lévesque, Frs. Pauzé.

Ste Agathe — Denat Godin.

St Jovite — Jos. Charbonneau.

Ste Anne — M. Thérien, Philippe Racine, C. Racine.

St Hippolyte — A. Morin.

Ste Adèle — S. Cardinal.

Terrebonne — Henri Masson.

St Sauveur — P. X. Cloutier.

St Janvier — Jos. Ferget, Cadieux, Guil. Marie, etc.

